

Une rentrée dans la lutte !

Macron, sitôt installé à l'Elysée, met en place tous les outils pour renforcer la dérégulation à tous les niveaux. La nomination au Ministère de l'Éducation Nationale de Jean-Michel Blanquer en est un signal. Déjà, sous le gouvernement de Nicolas Sarkozy, il a appliqué la politique de suppressions massives de postes et la fermeture des IUFM.

La boussole de ce gouvernement est de casser les cadres collectifs de protection et de renforcer l'autonomie. Pourtant, on le sait, c'est trop souvent celle du chef-fe et pas celle des équipes. C'est un très mauvais signal, alors que le nombre d'alertes sur des personnels en souffrance à cause de directions autoritaires augmente.

Le nouveau ministre réaffirme la volonté gouvernementale d'octroyer une plus grande liberté aux collectivités territoriales. C'est le cas dans le 1^{er} degré avec le décret qui renforce le pouvoir des mairies dans l'organisation de la semaine scolaire. Dans les collèges, il incite à utiliser la dotation complémentaire pour recréer les options, au gré de la direction. Le gouvernement renforce ainsi les inégalités entre territoires et développe une Ecole à deux vitesses.

La voie professionnelle sous statut scolaire semble dans le collimateur. Le programme d'Emmanuel Macron sur la voie professionnelle est plus qu'alarmant... A partir d'un a priori idéologique, c'est une fuite en avant terrifiante vers le tout apprentissage ! Le projet annoncé est d'instaurer « un quasi-monopole » de l'apprentissage comme voie d'accès aux emplois de qualification moyenne.

L'objectif de ce gouvernement : mener une politique taillée sur mesure pour le MEDEF en poursuivant la casse des « conquies » sociaux et du code du travail en trompant les salarié-e-s (voir ci-contre).

Mais, il ne s'agit pas de tomber dans un fatalisme mortifère. Au contraire, nous défendons l'idée que les salarié-e-s du privé et du public doivent décider de leur outil de travail. Cela passe par un renforcement du collectif entre les travailleurs pour faciliter la lutte moteur des progrès sociaux. Le syndicat trouve ainsi toute sa place comme l'organisation de défense des conquêtes mais également comme le lieu de rencontre des travailleurs pour débattre et décider du monde du travail que nous voulons, pour de nouveaux droits, pour l'émancipation. C'est aussi le sens de notre engagement au sein de la CGT, notre syndicalisme permettant la réflexion sur notre secteur d'activité, l'éducation, tout en liant nos orientations aux camarades des autres secteurs privés comme publics.

**Fausse augmentation de salaire,
Vraies attaques contre les fonctionnaires
Vraie menace sur la Sécurité Sociale.**

En promettant une hausse de salaire pour les salarié-es par la suppression de la cotisation maladie (0,75 %) et de la cotisation chômage (2,4 %), Macron nous trompe au profit des assureurs et de la Finance. L'objectif : faire croire à 3,15 % de salaire en plus ! Sauf qu'il y a parallèlement une hausse de la CSG de 1,7 %. Le soi-disant gain de pouvoir d'achat représentera donc à peine plus de 30 euros par mois (pour un salaire brut de 2000 euros) tandis que les pensions des retraité-es diminueront.

Dans le même temps, Macron affaiblirait le financement de notre système de protection sociale par répartition. Ce serait une attaque contre la Sécurité Sociale.

Les attaques contre les fonctionnaires s'accumulent : le regel du point d'indice et blocage des salaires dès 2018, suppression de 120 000 postes, rétablissement du jour de carence...

La CGT défendra la Sécurité Sociale, refuse le blocage des salaires et exige une **augmentation immédiate et générale des salaires et des pensions de 400 €** pour compenser la perte de pouvoir d'achat.

C'est la raison pour laquelle nous appelons à la grève le 12 septembre prochain pour s'opposer à de nouveaux reculs sociaux !

AUSTERITE, JOUR DE CARENCE, ATTAQUE SUR LA SECU, CASSE DU CODE DU TRAVAIL

Quand la modernité recycle de vieilles recettes libérales...

ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS.

Le 12 septembre 2017

**Toutes et tous en grève pour la défense des droits des salarié-es,
pour un service public national d'Éducation, contre l'austérité**

CP à 12 : un cache misère

Dans le 1er degré, l'annonce des classes à 12 élèves en CP dans toutes les écoles REP+ n'est qu'un paravent qui cache la situation désastreuse des écoles. Cette mesure se fait sans moyen supplémentaire et aura des conséquences désastreuses dans toutes les écoles. Les postes sont pris dans les « Plus de maîtres que de Classes », les brigades de remplacement... Face au manque de titulaires, plusieurs centaines de contractuel-le-s vont être recruté-e-s. Cela pose la question de l'attractivité du métier, notamment en termes de salaires dans une région où le coût de la vie est élevé.

La CGT Educ'action continue de porter son exigence de réduction des effectifs dans toutes les classes (20 élèves maximum par classe, 15 en éducation prioritaire) et d'un plan pluriannuel de recrutement. Une revalorisation est nécessaire !

Réforme Collège : On garde le pire !

L'arrêté ministériel abroge certains principes de la réforme, mais en gardant l'esprit. L'arrêté incite à utiliser la minuscule dotation complémentaire de 3 h pour recréer les options et laisse plus de marge encore à la modulation des horaires disciplinaires annuels. Cette dotation est le seul moyen à la disposition des équipes pour des dédoublements, qui seront donc encore plus difficiles à mettre en place. Cet arrêté laisse une marge d'autonomie de plus en plus grande aux établissements (à leurs chef-fe-s dans les faits). Il accentue la mise en concurrence des personnels et des disciplines avec les pressions managériales qui l'accompagnent et crée un collège à deux vitesses reproduisant ainsi les inégalités sociales.

Pour la CGT, ce nouvel arrêté n'améliorera pas la situation.

Lycées : des classes toujours plus surchargées

Les moyens ne suivent pas la hausse démographique, les conditions d'étude et de travail se dégradent. Les effectifs par classe explosent. Par manque de personnels sociaux, de santé et de vie scolaire, le climat dans les établissements se détériore. Face à ces situations, la seule réponse du rectorat était de promettre des contrats-aidés. Même ce saupoudrage semble aujourd'hui menacé. **La CGT éducation revendique les embauches nécessaires de personnels titulaires.**

Pour l'éducation prioritaire, les lycées restent les grands oubliés. Pourtant la difficulté scolaire ne s'arrête pas à la sortie du collège !

Voie professionnelle du lycée : menace de dérégulation massive !

Le ministre de l'Éducation nationale animait les réflexions du programme éducatif du candidat Fillon prônant la sortie de la voie professionnelle de l'Éducation nationale. Le candidat Fillon a échoué, les dangers pour la voie pro du lycée ne sont pas écartés pour autant. Si le transfert des PLP vers les Régions n'est plus l'option la plus probable, les attaques restent nombreuses. Tous les leviers de la dérégulation sont là. Le campus des métiers et des qualifications, imposant la mixité statut scolaire-apprentissage, en est un.

Le programme d'En Marche annonçait l'affectation de « la totalité de la taxe d'apprentissage au financement de l'apprentissage ». Sauf hausse d'impôts locaux, c'est donc une baisse sèche du budget des LP et un cadeau à la formation privée.

Premier syndicat des PLP dans l'Académie de Versailles, la CGT défend la voie professionnelle sous statut scolaire.

Personnels administratifs : sous-effectifs et précarité

La pression démographique dans notre académie est l'une des plus fortes de France. Pour y faire face, le ministère a bien été obligé d'augmenter le nombre d'enseignants, mais force est de constater qu'il n'y a pas eu les créations de postes d'administratifs nécessaires. Pire, les suppressions de postes continuent inexorablement ! Dans les collèges et les lycées, avec la poursuite des regroupements d'agences comptables. Dans les services centraux avec le transfert de la gestion de l'Allocation de Retour à l'Emploi à Pole Emploi ou le regroupement des services de retraites au Rectorat.

Pour pallier aux besoins, l'Éducation Nationale développe la précarité. Depuis des années, les secrétariats des établissements ne fonctionnent que grâce à un flux de CUI. Pour faire des économies, le rectorat a recours à des CDD de 10 mois.

La CGT refuse la précarité et revendique un plan de titularisation et toutes les embauches nécessaires !

**NE RESTEZ PAS ISOLE-E-S
SYNDIQUEZ-VOUS !**

Adhérer à la CGT, c'est partager des valeurs communes basées sur la solidarité, la démocratie, le respect et l'action collective, rassembleuse et unitaire !

Adhérer



CGT Educ'action Versailles

La Rotonde 32-34 Av des Champs Pierreux 92000 Nanterre

06 40 16 79 39

cgteducversailles@gmail.com

www.cgteduc-versailles.fr